



INTERVIEW HUGO PLASSAIS

Politiste, auteur et spécialiste de la Chine

Marie LE SCOLAN
WERRA – DECEMBRE 2022



Hugo Plassais est politiste, spécialiste de la Chine. Diplômé de Sciences Po Paris et de la Sorbonne en Relations Internationales, il a travaillé pour plusieurs médias spécialisés (France Culture, Le Dessous des Cartes), et pour le secteur public et privé. Aujourd’hui, Hugo Plassais est responsable pédagogique à l’IHEDN, et il enseigne également à Sciences Po. Il est l’auteur de l’ouvrage : *La Chine, un acteur responsable, révisionniste ou réformiste ?* (L’Harmattan – 2022).

Dans cet entretien, Hugo Plassais a généreusement accepté de partager son analyse de la politique étrangère et des évolutions des livres blancs de la défense chinoise à la lumière du XX^e Congrès du Parti communiste chinois.

Les propos exprimés par l’auteur et la personne interviewée n’engagent que leur responsabilité

© Tous droits réservés, Paris, Werra, décembre 2022



En premier lieu, pouvez-vous nous expliquer pourquoi vous avez choisi d'étudier les livres blancs de la défense chinoise ? En quoi ces livres blancs sont-ils une incarnation de la diplomatie publique et du *soft power* chinois ?

« Les livres blancs sont des discours et je voulais m'intéresser aux discours politiques chinois, à ce que la Chine disait d'elle-même. L'idée de ce livre est arrivée pendant une année d'échange à l'École normale supérieure de Chine de l'Est à Shanghai. Pendant cet échange, j'ai été étonné par la construction et la vision de la scène internationale dont j'ai été témoin.

De plus, dans l'état de l'art sur l'étude de la Chine contemporaine et sur sa politique étrangère, l'étude des discours était un point relativement aveugle de la recherche. C'est le cas dans la plupart des régimes autoritaires. Le régime n'est pas démocratique, il y a peu de transparence alors on considère la propagande, la communication politique, de prime abord, comme forcément mensongère.

Pour moi, l'important n'est pas de savoir dans quelle mesure un récit reflète une réalité, l'important est essentiellement de comprendre l'évolution des représentations et des perceptions. Outre le manque de littérature sur le sujet, je trouvais les livres blancs particulièrement singuliers, ce sont des documents de communication politiques et diplomatiques. Ils s'intéressent à ce qu'il y a de plus secret et de plus opaque : l'Armée populaire de libération et les intérêts stratégiques de la RPC.

Enfin, l'étude des livres blancs répondait à des impératifs matériels qui sont inhérents à la recherche. Ils me permettaient d'étudier, avec un corpus restreint, les évolutions de la politique étrangère chinoise sur une longue période.

Les premiers livres blancs chinois sont symptomatiques de la prise de conscience par la Chine populaire de la nécessité de s'affirmer sur la scène internationale. Ils apparaissent avec la fin de la Guerre froide, à un moment de mutation profonde du multilatéralisme. L'ONU n'est alors plus perçue uniquement comme le bras armé de la politique étrangère américaine, mais aussi comme une enceinte de dialogue nécessaire dans un monde qui devient multipolaire.



Cependant, les décisions de politiques étrangères ont toujours des causes multiples. Elles sont également à chercher à l'interne. 1989 correspond au massacre de la place Tiananmen et la Chine cherche, par la naissance de cette diplomatie publique, à redorer son image. Depuis cette période, les livres blancs sont les vecteurs d'un discours alternatif pour répondre aux accusations. La guerre des mots est une guerre de labels et l'idée est de savoir comment ils influencent la scène internationale.

Ces guerres des narratifs et des influences n'a fait que se renforcer depuis les années 1990. La conquête des cœurs et des esprits est vieille comme la guerre, mais elle est aujourd'hui plus importante que jamais, comme le montre par exemple le dernier ouvrage de Frédéric Charillon, *Guerres d'influence, Les États à la conquête des esprits*, (Odile Jacob, 2022). »

Comment peut-on expliquer et justifier, selon vous, la décision du 26 octobre 1971 d'intégrer la République populaire de Chine (Chine continentale) au Conseil de Sécurité de l'ONU en lieu et place de la République de Chine (Taïwan) ? Est-ce le résultat de ce *soft power* chinois ?

« La vraie question est selon moi pourquoi la Chine intègre le camp des vainqueurs à l'issue de la Seconde Guerre mondiale : elle est anéantie, en pleine guerre civile et ne sera détentrice de l'arme nucléaire qu'en 1964.

Pour 1971, il faut démêler ce qui relève de la diplomatie publique et ce qui relève d'un changement de contexte stratégique. Nous sommes en pleine guerre du Vietnam (2^e guerre d'Indochine). Bien que l'alliance entre Hanoi et Pékin soit loin d'être sans ombres, la Chine et les Américains s'affrontent dans cette guerre périphérique. Cependant, depuis les années 1960, l'alliance entre la Chine et l'URSS n'est plus si évidente. Au moins depuis la rupture officielle en 1969, la Chine considère l'URSS comme sa principale menace stratégique. La Chine est donc isolée au sein du système international.

Je n'aime pas beaucoup le concept de *soft power*, mais il est vrai que la capacité de séduction de la Chine dans les pays du Sud et la politique volontariste de Zhou Enlai ne peuvent être négligées. On pourra également citer la visite des pongistes américains en Chine en avril 1971 qui marque le début d'une période de détente. La visite de Kissinger en juillet était cependant,



loin d'être une opération de communication !

Quoi qu'il en soit, la résolution albanaise de substitution de la République de Chine par la Chine communiste a été votée dans la nuit du 25 au 26 octobre 1971 par l'Assemblée générale, à la majorité des deux tiers : 76 pour, 35 contre et 16 abstentions. »

Depuis cette entrée, comment caractériser les évolutions de la perception de la Chine aux Nations Unies ? À quels intérêts fondamentaux chinois, de courts termes ou de longs termes, répondaient cette « doctrine du profil bas » ?

« Très vaste question, la Chine a d'abord boudé les Nations Unies, et même quand elle entre en 1971, elle n'en fait pas beaucoup publicité auprès de sa population. En particulier sur le maintien de la paix, le souvenir de la première OMP pendant la guerre en Corée reste un souvenir douloureux.

C'est véritablement à la fin de la Guerre froide que la donne change. Bien que Deng Xiaoping ait énoncé la doctrine du « profil bas », la Chine commence à s'investir à la marge dans les opérations de maintien de la paix. La doctrine du profil bas ou *taoguang yanghui*, même si les traductions divergent, peut se traduire par « observons avec calme, cachons nos talents et attendons notre heure ».

Le profil bas est un principe de non-engagement dans l'esprit de neutralité et de non-alignement. En réalité, dès les années 1990, il se fissure en amorçant l'engagement de la Chine dans le multilatéralisme que l'on connaît aujourd'hui, en parallèle de sa montée en puissance économique.

La doctrine du profil bas s'inscrivait dans une perception de la Chine comme un pays en développement et cela a pu servir ses intérêts notamment quand, au début des années 2000, elle intègre l'OMC avec des conditions préférentielles. Dès 2005, elle se présente comme une puissance « responsable » sur la scène internationale et en 2012, on peut dire que le profil bas est définitivement enterré. »

Considérez-vous cet ancrage de la Chine dans le système international comme un des



éléments expliquant la rapide diffusion de son projet des Nouvelles routes de la soie ? Ce projet est-il le reflet d'une Chine assertive, ou d'une Chine bienveillante ?

« L'apparition du label de Nouvelles routes de la soie en 2013 est le symbole d'une Chine assez puissante pour en effet, produire des discours à la performativité accrue. Même si ce label est critiqué et débattu, il s'impose comme le cadre du débat et remplace progressivement le qualificatif américain qui prévalait alors de « collier de perles ». Les Nouvelles routes de la soie montre une capacité nouvelle de la Chine et un investissement grandissant dans les opérations d'influence, que ce soit au niveau politique qu'académique. C'est pour cela que je ne sépare pas dans mon ouvrage production du savoir et étude du politique.

L'apogée du concept se situe autour de 2016-2017 et il décline dans une certaine mesure, depuis. Il est par exemple le grand absent du XXe Congrès d'octobre.

Cependant, au-delà des déclarations, il correspondait à un ensemble épars de projets plus ou moins bien acceptés par les populations. Le degré de pertinence des Nouvelles routes de la Soie doit s'étudier projet par projet, sur le pan maritime et sur les routes terrestres. C'est également un gigantesque gouffre financier pour la RPC. Derrière la volonté politique, depuis la crise du Covid, les investissements publics et privés tendent à se tarir. De plus, la guerre en Ukraine a mis, du moins sur le plan terrestre, un coup d'arrêt aux possibles connexions du Xinjiang à l'Union européenne.

Les Nouvelles routes de la soie ont été un véritable signal de la volonté de la Chine, d'apparaître comme un acteur central du développement en Asie et de s'affirmer sur la scène internationale. Tout projet d'investissement à cette échelle ne peut néanmoins pas se penser sans un versant stratégique sur lequel il faut également porter un regard attentif. »

En octobre dernier, s'est tenu le XXe congrès du PCC, maintenant Xi Jinping au pouvoir. Avez-vous perçu des évolutions dans la stratégie narrative de Xi Jinping ? Pensez-vous juste et appropriée l'expression d'un « verrouillage du pouvoir » par ce dernier ?

« Très présents dans les précédents livres blancs, les « cinq principes de la coexistence pacifique » ont disparu du livre blanc de la défense de 2020. Les discours évoluent sans arrêt, l'enjeu pour le sociologue est de savoir si le changement de discours s'inscrit dans la



continuité ou dans la rupture en matière de politique étrangère.

De plus, parfois, les mêmes mots selon les contextes ne veulent pas dire les mêmes choses. La Chine n'a jamais exclu la force dans ses discours sur la question taïwanaise, mais selon les périodes, le degré de tension a varié.

J'essaye de penser la politique étrangère sur des facteurs structurels de long terme, le XXe congrès s'inscrit dans une dynamique globale depuis 2012 de concentration des pouvoirs autour de Xi Jinping. Cette concentration va de pair avec une élimination croissante du débat et des luttes intestines qu'il pouvait y avoir à l'intérieur du PCC. L'arrestation de Hu Jintao et l'éviction de Li Keqiang, ainsi que des représentants de l'ancienne faction des jeunes communistes s'inscrivent dans ce processus. Plus largement, les réformateurs sont écartés. Les mécanismes de sélection interne au Parti sont remplacés par un clientélisme renforcé. Cependant, loyauté ne veut pas dire uniformité et la coalition derrière Xi (représentants du Fujian, du Zhejiang, technocrates, etc.) n'est pas inébranlable. Cela ne veut pas dire non plus que la légitimité de Xi ne s'érode pas avec le ralentissement économique du pays et notamment les crises immobilières et leurs répercussions sociales sur la nouvelle classe moyenne. »

Selon vous, quels sont les enjeux de la politique étrangère et de défense chinoise à surveiller pour la prochaine décennie ? Quelles en sont les priorités stratégiques ?

« L'intérêt national chinois est l'intérêt du Parti communiste chinois et l'intérêt du PCC est sa survie. Il faut donc être à l'écoute de la légitimité du parti dans la société chinoise. Pour moi, elle tient sur la corrélation entre le « rêve chinois » prôné par Xi et les conditions économiques et sociales du pays. L'évolution des conditions écologiques dans les grandes villes sera également à surveiller. C'est souvent quand cette légitimité s'érode que le PCC insiste sur le nationalisme et cherche un ennemi extérieur (Japon, Occident, vellétés sur Taiwan, etc.).

Pour maintenir la croissance chinoise et donc la stabilité, il y a notamment un point crucial : l'approvisionnement en matières premières et en hydrocarbure. La Chine a déjà beaucoup diversifié son mix énergétique et ses approvisionnements. Cependant, toutes les projections chinoises vers l'extérieur ne peuvent se comprendre sans le prisme énergétique. »



En termes de politique étrangère française, pensez-vous la Chine comme une menace, un partenaire, ou une alliée ?

« Bien que ma parole n’engage que moi, je dirais sagement que la Chine est un partenaire dans de nombreux domaines, un compétiteur souvent et parfois un rival systémique.

Il ne faut pas sous-estimer la puissance chinoise, mais il ne faut pas la surestimer non plus. Il faut l’analyser et la comprendre, sans culturalisme. Rejeter les aprioris, les conceptions homogènes, les blocs immuables, c’est l’objectif de cet ouvrage. »